

Quelle insertion pour les diplômés de sciences politiques ?

Christine Cadot, maître de conférences, université de Paris 8 Vincennes St Denis et responsable de la formation :

Le département de Paris 8 a deux spécificités :

- Le cursus de sciences politiques est une formation complète. Il est l'un des seuls habilité en France à délivrer une formation complète de science politique dès la première année à l'université. Les enseignements dispensés éclairent les développements politiques modernes et contemporains en Europe et dans le monde. Ils visent à doter les étudiants d'une maîtrise rigoureuse de la conceptualité et des méthodes de la science politique
- Ce cursus est séparé administrativement et sur le plan du contenu du département juridique et rattaché à l'UFR Histoire – Littérature - Sociologie.

La formation permet d'envisager l'accès à la vie professionnelle (fonction publique, collectivités territoriales, journalisme, organisations internationales) ou la poursuite éventuelle de la formation en Master.

Beaucoup d'étudiants s'inscrivent en L1 faute d'avoir pu intégrer un IEP, à Paris ou en province. Les inscriptions sont nombreuses en 1^{ère} année, 400 dossiers sont refusés et tous ceux qui ont demandé cette filière en 1^{er} choix sur APB ne sont pas forcément admis : sur les 240 étudiants de 1^{ère} année, 110 places sont prises par des terminales majoritairement issus de S et ES après inscription sur APB, un tiers des étudiants arrivent dans cette filière après une réorientation hors APB (la plupart viennent d'une L1 Droit) et des places sont gardées pour des redoublants.

20 à 30% des étudiants souhaitent devenir journalistes et autant veulent travailler dans une ONG. Le reste ne sait pas trop mais fait preuve d'une certaine naïveté quant à l'insertion professionnelle plus difficile que si on sort d'un IEP.

La L1 est une année d'introduction où on étudie la théorie politique, les relations internationales, la sociologie politique

La L2 propose 3 parcours de spécificités à choisir au 2^e semestre entre :

- Théorie politique : l'ordre politique en question
- Sociologie politique : politique et discriminations
- Histoire politique : citoyenneté et mondialisation

La discrimination et la construction des garanties sont deux thèmes abordés en L3 dans tous les parcours et le Master sciences politiques est également orienté sur ces deux thèmes.

Le recrutement s'est élargi : 60% des étudiants viennent d'Ile de France et 40% du reste du territoire, il y a aussi quelques étudiants Erasmus.

Le recrutement en M1 se fait sur les résultats et le type de formation précédente, il accueille 110 étudiants. Le Master 1 s'ouvre sur un semestre commun à tous les étudiants, permettant de consolider les acquis de licence et de faire un choix entre 3 parcours

Le M2 poursuit et renforce la formation dans les mêmes parcours qu'en M1. Il accueille 40 étudiants et la sélection se fait sur la capacité à mener un projet de recherche. Il fournit une spécialisation correspondant à des

profils de poste centrés sur le traitement des questions liées aux nouveaux impératifs de l'action publique (santé, environnement, tensions sociales, etc.), au genre, aux problèmes liés à la mondialisation et aux situations postcoloniales.

Le Master prépare aux domaines professionnels suivants : journalisme spécialisé dans l'analyse et le commentaire de la vie politique, instituts de sondage ; postes dans des institutions politiques nationales (Assemblée nationale, Sénat, Service d'information du Gouvernement, Secrétariat général du Gouvernement), en tant que contractuel ou via un concours de la fonction publique (cat A) ; communication institutionnelle en cabinet, entreprise, association ou organisation (y compris syndicats et partis politiques) ; sociétés d'études et de conseil, métiers de l'expertise ; collectivités territoriales : mairies, conseils généraux et régionaux ; carrières internationales (administration de l'Union européenne, ONG, organisation internationale, certains postes dans le domaine diplomatique) ; secrétariat de rédaction ; édition. La formation permet également d'envisager l'accès à un doctorat.

Des stages optionnels sont possibles dès la licence et peuvent se faire en remplacement d'un mémoire en M1, si un rapport de stage est rédigé.

Bastien François, professeur de sciences politiques, directeur de l'UFR de sciences politiques à Paris 1 :

La science politique est une discipline récente pour laquelle une agrégation a été créée en 1970. Avant, cet enseignement était lié au droit. Il est différent de celui donné dans les IEP qui n'ont finalement pas un enseignement très développé de sciences politiques.

La licence de science politique est composée de 6 semestres. Les 4 premiers semestres (L1 et L2) sont effectués dans une autre discipline où par priorité existent déjà des enseignements de science politique (droit, AES, histoire, lettres modernes, sociologie, philosophie, économie, etc...).

Les inscriptions en 1ère et 2e années se font donc dans une autre UFR.

La spécialisation en science politique s'effectue durant les semestres 5 et 6 dans l'UFR science politique.

Les étudiants de Paris 1, inscrits en droit dominante science politique ou en double cursus histoire/science politique sont admis de plein droit en L3 de science politique, s'ils ont obtenu 120 ECTS.

Tous ces cursus convergent vers une L3 et un master 1 spécialisés en sciences politiques qui accueillent donc des étudiants de formations diverses. En M1, la moitié des étudiants sont étrangers, en M2, il y a autant d'étudiants mais avec un nouveau brassage.

Après un tronc commun qui permet de remettre tous les étudiants au même niveau au 1^{er} semestre de M1, ils peuvent choisir entre 3 spécialités au 2^e semestre :

- Communication et pouvoir
- Relations internationales
- Sociologie et institutions du politique

L'entrée est sélective et se fait sur épreuves. Pour les étudiants de Paris 1, il ya la possibilité de suivre une préparation aux concours d'entrée dans les écoles de journalisme en L3 et M1 en suivant des cours supplémentaires le soir ou le samedi.

Master 2 professionnel :

- Coopération internationale, action humanitaire et politiques de développement pour des étudiants qui veulent travailler dans des ONG (1200 demandes pour 25 inscriptions).
- Communication privée qui a un bon taux d'insertion dans l'emploi

- Affaires publiques avec 4 branches :
 - 1) Collectivités territoriales
 - 2) Administration politique pour les collaborateurs d'élus
 - 3) Gouvernance européenne pour les collaborateurs d'élus européens
 - 4) Ingénierie de la concertation pour ce qui concerne les débats publics.

Master 2 de recherche en sciences politiques :

- Relations internationales : il faut être bon en langues et surtout en anglais bien que l'université n'offre pas de formation spécifique car beaucoup de travaux et de références sont en anglais.
- Sociologie politique

Françoise Melonio, professeur de littérature à Paris 4 et doyenne du collège universitaire (1^{er} cycle) de l'IEP Paris

L'IEP n'est pas une école de science politique. La formation dure 5 ans. Le 1^{er} cycle de 3 ans s'appelle le collège universitaire. A Paris, les étudiants y sont admis à Bac 0. Sur les 3 années d'études, une se passe à l'étranger. Le diplôme obtenu au bout de ces 3 ans est un diplôme universitaire de l'IEP. Le master en 2 ans est un diplôme national et tous les étudiants de 1^{er} cycle peuvent y accéder. L'entrée s'y fait sur épreuves communes et entretiens spécifiques selon les masters. Le recrutement se fait aussi à l'extérieur de l'IEP. Il existe 14 mentions de masters spécialisés.

Il y a 1500 étudiants en 1^{ère} année dont 30 % d'étrangers. Les étudiants ont le choix entre 7 campus : un à Paris et six en province, différents des IEP de province. Le recrutement et le cursus sur les campus de province sont les mêmes qu'à Paris

- à Paris, programme généraliste avec possibilité de suivre un double cursus et d'obtenir un double diplôme avec Paris 1 (sciences sociales mathématiques), Paris 4 (sciences sociales et humanités littéraires) et Paris 6 (sciences sociales et sciences)
- à Reims : programme Europe – Amérique du Nord
- à Poitiers : programme Amérique Latine, Espagne, Portugal ; possibilité de double cursus avec l'université » de Poitiers
- à Nancy : programme franco allemand et pays germanophones

programme bilingue, voir trilingue pour ces 3 cursus

- à Menton : programme Moyen Orient et Méditerranée
- à Dijon : programme européen, Europe centrale et orientale ; double cursus avec la faculté de Droit de l'université de Bourgogne
- au Havre : programme Europe et Asie

possibilité d'apprendre une langue rare dans ces 2 derniers cursus.

- ouverture en septembre 2011 d'un programme Europe Afrique

Tout le monde étudie l'anglais, doit pouvoir travailler en français et apprendre d'autres langues. Les sciences sociales sont étudiées dans une perspective internationale. La formation du collège, réformée pour la rentrée 2010, est devenue plus universitaire avec des enseignements de droit, d'histoire, d'économie, de sciences politiques et des langues plus des humanités, des sciences et des ateliers artistiques. Les stages et les études à l'étranger sont obligatoires.

Les débouchés : suite à une enquête menée en 2008 avec un taux de réponses de 77%, 91% des diplômés ont trouvé un emploi en moins de 6 mois dont la moitié dans l'audit/conseil, la banque-finance-assurance, l'administration publique, la presse, les médias, l'édition.

La rémunération un an après l'obtention du diplôme est de 26.500 euros net pour les métiers du journalisme à 45.000 euros net pour les métiers de la finance et de la stratégie, 32300 euros pour les métiers de la fonction publique et 36700 pour les ressources humaines. Ceux qui sont dans le secteur des affaires internationales ont mis plus de temps à trouver un emploi.

En entrant en 1^{ère} année, peu d'étudiants ont une idée de ce qu'ils feront ce qui nécessite accompagnement et suivi.

L'essentiel des étudiants entrent dans des écoles professionnelles : communication et journalisme, droit (avocat), affaires internationales, affaires européennes, affaires publiques, finance et stratégie, urbanisme.

Les conditions d'admission en 1^{ère} année : examen écrit puis oral si on est admissible fin juin après les épreuves du baccalauréat. Les mentions TB peuvent demander une dispense pour être admis sur entretien uniquement mais très peu sont accordées. Les étudiants étrangers sont recrutés sur dossier et entretien. 18% des 5000 candidats qui se présentent sont sélectionnés. Une fois entré, on ne redouble pas. Il n'y a pas de procédure APB pour entrer à l'IEP ni pour les doubles cursus : l'étudiant candidate à l'IEP et signale sa demande à l'université qui sélectionne. Pour l'entrée sur les campus internationaux en province, le niveau de langue exigé est plus élevé et vérifié pour l'anglais, l'allemand, l'espagnol ou le portugais mais pas pour l'arabe ou le polonais qu'il est possible d'apprendre sur place. Ces campus accueillent 50% d'étrangers.

Les candidats les plus nombreux viennent de Terminale ES mais il y a une épreuve de maths pour les T S, une de littérature pour les T L et une de synthèse pour les T ES. Un rattrapage en maths est aussi prévu pour les étudiants venant de série littéraire. Les filles sont de plus en plus nombreuses.

Les frais de scolarité : de 0 à 8500 euros pour le collège et de 0 à 12000 euros pour le master. Si l'étudiant est boursier, il n'a pas de frais de scolarité et sa bourse est doublée. En dessous du salaire médian (1500 euros), l'étudiant est dispensé des frais de scolarité, en dessus les frais sont calculés en fonction du salaire. Possibilité de bourse aussi pour le départ à l'étranger et frais de scolarité identique à ceux demandés en France.

Témoignage d'Eléonore Slama : directeur de cabinet à la mairie du 12^e arrondissement à Paris : « après une terminale ES au lycée Henri IV où les élèves sont très poussés vers les classes prépas, j'entre après sélection en bi licence sciences politiques/histoire à Paris I. L'ouverture aux 2 univers est très importante et le petit groupe, 60 étudiants, favorisent les relations. En effet tous les étudiants sont intéressés par la chose publique et viennent de milieux différents. Ensuite je m'inscris dans 2 masters 1 : histoire contemporaine et sciences politiques en communication où il n'est pas toujours facile de combiner les emplois du temps et fais un stage avant de postuler pour un master 2 en administration politique où la sélection est très sévère puis termine par un stage de 6 mois. Les stages sont très difficiles à trouver, il faut beaucoup de détermination et de persuasion pour en obtenir mais ils sont le gage d'une bonne insertion.